

Sur les terres de Viktor Orbán, à la frontière entre partisans et détracteurs

Le Premier ministre hongrois multiplie les appels à défendre la Nation et les frontières de la Hongrie, son cheval de bataille face à « l'Europe du multiculturalisme », qu'il exècre.

LE FIGARO

REPORTAGE

LAURE MANDEVILLE

À deux heures de route de Budapest, à Mohacs, dans un grand champ tranquille baigné de soleil situé sur la frontière sud de la Hongrie, en bordure de la Croatie, de grandes hallebardes à têtes de chevaliers plantées à l'oblique dans le sol rendent hommage aux soldats hongrois qui se battirent ici en un combat singulier et brutal, il y a un peu moins de cinq siècles. Difficile d'imaginer, en regardant ce paysage riant et tranquille, troublé seulement par le pépiement des oiseaux, que le 29 août 1526, Mohacs fut le théâtre de la plus célèbre bataille de l'histoire hongroise. Ce fut une défaite terrible, et un carnage, pour la Hongrie qui versa le sang de 25.000 hommes en un jour.

Cernée par les troupes de Soliman le Magnifique, qui avait entrepris de détruire la ceinture de forteresses érigées sur cette ligne sud de l'Europe chrétienne, l'armée hongroise y vit périr une grande partie de ses troupes, ainsi que la fleur de sa noblesse et même de ses élites religieuses qui avaient pris les armes, elles aussi. Le jeune roi hongrois Louis y disparut et un mystère a toujours plané sur ce qu'il advint de lui, noyé dans un torrent ou blessé à mort.

On raconte que l'hécatombe fut telle qu'il ne resta plus personne pour s'occuper des morts et qu'une riche notable locale prit sur elle de les enterrer, d'un côté les Hongrois, et de l'autre les Ottomans. « Mohacs est vraiment le lieu qui symbolise la fin du royaume indépendant hongrois, qui jouait alors un rôle de point de rencontre entre la civilisation orthodoxe et occidentale », raconte l'historien Maté Botos qui nous accompagne dans notre voyage.

Après la bataille, la jeune veuve du roi et son bébé, surnommé « l'enfant du miracle », durent s'enfuir vers la Transylvanie, et le royaume tomba en décadence tandis que commençait une occupation turque longue de quelque cent cinquante ans sur un tiers du territoire. Acculés, les Hongrois finirent par se rallier à l'empire des Habsbourg. Un désastre qui allait faire de Mohacs « le symbole du pire qui puisse arriver », note Maté Botos.

Orbán ou le génie de l'utilisation d'une histoire malheureuse...

Sur le site de la bataille nous attend le professeur Norbert Pap, un archéologue de l'université de Pécs, qui y mène des recherches à l'approche du 500^e anniversaire de la bataille en 2026, que le pouvoir hongrois souhaite célébrer dans le faste. Il nous montre le petit monument – une sphère cassée – qui a été érigé à la mémoire de la célèbre bataille. « Elle incarne la perfection détruite, la fin de l'âge d'or de la Hongrie et son assujettissement », explique Norbert Pap.

Il dit que le Premier ministre Viktor Orbán en a fait le symbole du danger de l'invasion musulmane et de la nécessité de défendre l'identité nationale hongroise. Utilisant les nouvelles de l'écrivain le plus populaire de Hongrie, Ban Mor, le gouvernement a d'ailleurs sponsorisé la production d'une série télévisée sur la guerre contre les Ottomans, dont le premier épisode évoque Mohacs.

« Tous les enfants, aujourd'hui, étudient cette page d'histoire et les grands héros et martyrs tombés au champ de bataille. C'est l'endroit où naît le sentiment national ; jusqu'à cette date, nous sommes encore dans le Moyen Âge féodal », ajoute l'archéologue, soulignant que l'endroit fut longtemps un lieu de pèlerinage musulman, avec la construction d'un « kiosque » ottoman, avant que les catholiques n'y construisent leur propre lieu de pèlerinage avec l'érection d'une chapelle catholique.

« Du coup, le lieu incarne la mémoire du conflit entre les empires musulman et chrétien, l'endroit où les civilisations ont "clashé", voilà pourquoi il est indispensable pour comprendre les sentiments des Hongrois envers l'islam et le monde musulman », poursuit le chercheur.

Norbert Pap affirme que le lieu est devenu un symbole politique important pour les pays du groupe de Visegrad et leur prédilection pour l'Europe chrétienne. Mais il note qu'il ne faut pas pour autant caricaturer le rapport des Hongrois à l'islam, qu'ils connaissent finalement assez bien : « Il faut savoir qu'après avoir écrasé le jeune royaume de Hongrie, Soliman, pour des raisons d'équilibre, deviendra le meilleur soutien du jeune prétendant au trône réfugié en Transylvanie, contre les ambitions des Habsbourg. Tout au long du XIX^e siècle, une vraie turcophilie traverse la Hongrie, l'Empire ottoman soutenant les mouvements nationaux. »

Il dit que les Hongrois ont aussi fréquenté l'islam via les Bosniaques, des musulmans très intégrés. « La grande nouveauté, qui provoque la défiance aujourd'hui, ce sont les Arabes et l'Afrique

noire. Orbán joue de cette défiance pour affirmer que ceux qui veulent l'immigration pour des raisons économiques ne mesurent pas les effets dangereux d'une immigration massive, de la même manière que le danger turc avait été sous-estimé avant Mohacs », ajoute Maté Botos. Orbán ou le génie de l'utilisation d'une histoire malheureuse...

L'Europe, une « notion dont personne ne discute vraiment »

Durant la campagne pour les élections européennes que son parti, le Fidesz, a gagnées haut la main, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a multiplié les appels à défendre la Nation et les frontières de la Hongrie, son cheval de bataille face à « l'Europe du multi-

culturalisme », qu'il exècre.

Ses adversaires de Budapest jugent le ton de ses diatribes contre « les hordes » caricatural et imprégné de relents racistes, alors que pas un migrant n'est visible à l'horizon. Mais à Mohacs, bourgade de 20.000 habitants lovée sur les bords du Danube, tout près des frontières croate et serbe, tout le monde semble soutenir sa position sur ce point précis. A quelques kilomètres à peine, la frontière a été complètement scellée par une barrière de barbelés qui se dresse au milieu des prés, ce dont les habitants se félicitent, louant « une action rapide du gouvernement », menée sans tergiverser.

Mohacs, ville assoupie mais assez prospère, située non loin de la Serbie et de la Croatie, bénéficie d'une position stratégique sur le Danube qui draine des milliers de touristes. Comme à travers toutes les provinces hongroises, l'argent généreux de l'Union européenne s'y est investi dans des travaux d'infrastructures qui sont signalés par de grands panneaux frappés aux couleurs du drapeau étoilé de l'UE. Mais les habitants disent néanmoins que l'Europe est une « notion abstraite », « dont personne ne discute vraiment » et restent profondément attachés à l'idée de Nation et à la sécurité de leur frontière qui, en 2015, fut traversée par des centaines de milliers de personnes, après l'appel d'Angela Merkel.

Zoltan, garçon de café en chemisette de 24 ans, rencontré dans un restaurant, dit n'avoir jamais voté pour Orbán et critique la manière dont l'argent de l'UE a été investi systématiquement dans la construction de stades de foot. Il aurait préféré que ces fonds aillent à la santé. Mais il se dit « en phase » avec Orbán sur la « migration ». « On n'en a pas vu passer tant que ça ici, juste des groupes de 15, 20 personnes. C'est plus à l'Est qu'il y a eu des centaines de milliers d'arrivants, à travers la frontière serbe. Mais le choc n'en a pas moins été immense pour nous. Les gens ont eu peur », affirme-t-il.

Rencontré sur la rive du Danube, Jozsef Krasznai, un vieux Hongrois de 74 ans en blouson jaune qui circule à vélo, dit qu'il a de « vraies questions à poser à Orbán avant de pouvoir dire qu'il est un bon dirigeant ». Cet ancien menuisier évoque « la difficulté de survivre avec sa retraite de 100.000 forints » (300 euros à peine). Il dit qu'il s'inquiète pour sa femme qui, elle, ne reçoit que 78.000 forints et qui se retrouverait toute seule, incapable de payer la maison de retraite de 130.000 forints par mois, s'il venait à disparaître.

« Mon fils est à Budapest, ma fille à Londres, mon petit-fils à Hong Kong, on doit se débrouiller seuls », lâche-t-il. Mais il dit qu'il est d'accord avec Orbán sur la question de la frontière et de la migration. « Il y a un proverbe hongrois qui dit que si tu accueilles le Tsigane dans ta maison, le lendemain, il te jettera par la fenêtre », explique-t-il, précisant qu'il préfère que « l'argent hongrois aille aux pauvres de Hongrie et

aux Roms locaux plutôt qu'à des migrants étrangers, même s'il faut être décemment avec eux ».

« Orbán a réussi à gagner la confiance des campagnes et des villes de province en se présentant comme un Robin des Bois qui tient tête à l'UE sur la question migratoire. Il parle à leur cœur, à leur sentiment national, il leur dit qu'ils sont des braves, comme l'étaient les guerriers hongrois à Mohacs, et cela leur plaît. Ils ont l'impression de valoir quelque chose », analyse l'historien Maté Botos, qui s'émeut du fait que cette instrumentalisation de la question nationale permette à Orbán d'imposer un contrôle grandissant sur le pays. Il dit que son université catholique est aujourd'hui le siège de sombres batailles de pouvoir qui reflètent la tendance générale à la vassalisation de toutes les institutions indépendantes au profit du Fidesz. « Je suis très inquiet », dit Botos, qui soutient pourtant Orbán au début.

Retour à Budapest, où nous rencontrons la ministre déléguée à la Famille, Katalin Novak, une des jeunes « stars » du gouvernement Orbán qui a été chargée, avec deux autres responsables, de répondre aux critiques de l'Union européenne sur les questions relatives à l'état de droit soulevées par le Parlement de Bruxelles avec le déclenchement de la procédure du « chapitre 7 ».

Brillante et bilingue en anglais et français, diplômée de l'ENA, cette quadra de 41 ans, mère de trois enfants, incarne l'Europe aux valeurs chrétiennes et conservatrices, soucieuse de l'intérêt national, que le Premier ministre Viktor Orbán défend depuis son retour aux affaires en 2010 et rêve d'imposer progressivement dans l'UE à la faveur de la poussée des nationaux-populistes.

« On ne peut importer des gens comme des œufs ! »

Katalin Novak dit qu'elle a le sentiment, en fréquentant ses collègues européens, qu'ils ont érigé en « théorie de l'évolution » l'idée que « le libéralisme est supérieur au conservatisme et qu'on devrait absolument prendre ce chemin pour arriver à un niveau supposé plus élevé. Mais je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il y a des carrefours dans la vie d'une Nation. Certains pays d'Europe ont pris leur décision et ont choisi l'immigration et le modèle multiculturel. Mais nous voulons prendre une autre voie, car nous sommes attachés à notre civilisation et nous voyons des expériences européennes qui ne nous convainquent pas », dit-elle.

Loin de vouloir miser sur l'immigration, Katalin veut se battre « pour la famille », en aidant tous ceux qui le veulent à avoir des enfants. « Pendant les années socialistes, entre 2002 et 2010, j'ai eu mes trois enfants et je sais à quel point c'était difficile pour les familles. Le gouvernement de l'époque avait arrêté toutes les subventions familiales ainsi que l'aide au logement et les allègements d'impôts. Le congé maternité de trois ans avait été réduit à deux. Du coup, quand nous sommes arrivés au gouvernement, le taux de natalité

était catastrophique, à 1,23 ! Nous avons rétabli toutes les mesures annulées et ajouté de nouveaux avantages pour les familles. Bien sûr, ce sont des politiques de long terme, mais on est remontés à un taux de natalité de 1,49 %, qui reflète une augmentation de 21 % », note la ministre.

Katalin Novak se dit frappée que l'Europe ne se préoccupe nullement de sa crise démographique et ait décidé de la résoudre par l'immigration, alors que pas un pays européen n'est plus en mesure, avec les taux actuels, d'assurer le renouvellement des générations. « Viktor Orbán pense que si l'Europe arrête de faire des enfants et importe mécaniquement de la main-d'œuvre, elle aura un problème de civilisation. On ne peut importer des gens comme des œufs ! », dit la ministre.

« Nous, les Hongrois, nous sommes très attachés à nos valeurs chrétiennes. Pourquoi le PPE les abandonne-t-il pour négocier avec nos adversaires socialistes avant même le résultat des élections ? Il ne faut pas s'étonner, dans ce cas, que d'autres forces, plus extrémistes, récupèrent ces thèmes », dit Katalin. Elle évoque « la ministre suédoise qui a commenté les choix hongrois sur la famille et les valeurs chrétiennes en disant que cela ressemblait aux nazis dans les années 1930. Ce n'est pas responsable ! Il serait bien que les Hongrois soient respectés quand ils ont fait un choix démocratique », dit Katalin Novak.

Nous rencontrons ensuite Dora Györfy, une économiste libérale passée par Harvard, qui étudia avec le grand économiste Janos Kornai et enseigne aujourd'hui à l'université Corvinus et l'Université catholique de Budapest.

Loin d'adhérer au projet d'Orbán, elle s'interroge sur la « convergence » de la Hongrie et du reste de l'Europe, son sujet de thèse, décrivant un régime qui emmène son pays vers une forme d'autoritarisme nocive et inquiétante. Elle parle d'attaques contre la liberté académique, et se plaint notamment de l'apparition de nouveaux programmes académiques sponsorisés par la Banque nationale de Hongrie, visant à promouvoir « de nouveaux paradigmes économiques » et à rejeter « les idées néolibérales ».

Elle s'indigne aussi des pressions contre l'Université d'Europe centrale, dont certains départements, sponsorisés par le magnat George Soros, bête noire du gouvernement Orbán, ont dû partir s'installer à Prague. « Ils ne l'aimaient pas parce qu'ils ne pouvaient pas la contrôler. Le but de ce gouvernement est de détruire toutes les limites à son pouvoir », déclare-t-elle, évoquant l'affaiblissement du pouvoir judiciaire et le contrôle total du Parlement par le parti au pouvoir, ainsi que l'absence grandissante de compétition dans l'économie et dans la presse.

« Si vous y ajoutez les atteintes à la liberté académique, cela devient préoccupant », dit Dora, évoquant les difficultés actuelles de l'Académie des

sciences, qui se retrouve depuis plusieurs mois engagée dans un bras de fer avec le pouvoir suite à une réforme visant à « rationaliser » le fonctionnement de l'institution et à favoriser l'innovation.

« Il y a eu tant de corruption, tant de désillusions ! »

Dora Gyorffy estime que la démarche du pouvoir vise essentiellement à établir un droit de regard sur les sujets de recherches menées, un soupçon que nourrit aussi Viktor Lorintz, historien à l'Académie et l'un des membres de son syndicat. Il dit que la résistance se durcit. Une grève a mobilisé des milliers de chercheurs. « Les gens qui ont des diplômes de doctorat de recherche ne veulent pas être des serveurs du pouvoir », note Dora, estimant que la liberté qu'elle a expérimentée durant sa carrière « est en train de se restreindre ».

Le porte-parole du gouvernement, Zoltan Kovacs, réplique que de telles accusations d'autoritarisme et d'atteinte à l'état de droit ne sont pas fondées sur des critiques légales, mais sur des « émotions » et des jugements politiques. « L'Etat a le droit de vouloir demander des résultats et plus d'innovation des instituts de recherche qu'il finance », dit-il. Pour lui, ces accusations reflètent en réalité l'offensive idéologique menée par les adversaires politiques du gouvernement, et endossée par l'Occident. « Nous sommes punis parce que nous refusons le système de société ouverte libérale de l'Ouest », confie une source officielle hongroise.

Il est intéressant d'essayer de démêler ces questions avec Stefano Bottoni, un chercheur italo-hongrois de l'Académie des sciences hongroises, qui a passé quinze ans en Hongrie et s'apprête à déménager pour l'Italie. Malgré sa longue expérience, il dit qu'il a lui-même le plus grand mal à se faire une idée tout à fait exacte de « l'animal politique » qui émerge en Hongrie, cette démocratie

illibérale, populaire et autoritaire qui donne tant de fil à retordre à Bruxelles.

Stefano dit qu'il a longtemps soutenu Orbán, car il sait que la politique du Premier ministre a été une réaction au « désastre laissé par ses prédécesseurs socialistes ». Il dit que le Premier ministre, au départ un libéral, a été horrifié, comme l'ensemble du pays, par les abus et les dérives du gouvernement socialiste au pouvoir entre 2002 et 2010. « Il y a eu tant de corruption, tant de désillusions ! Les Hongrois, qui rêvaient d'Europe, ont pensé que l'UE résoudre tous leurs problèmes et cela ne s'est pas produit. Au départ, il y a même eu un peu d'argent européen, et celui-ci a été dilapidé dans des projets absurdes et peu transparents, comme le métro de Budapest, qui a coûté une fortune ! »

Stefano Bottoni rappelle que « 1,5 million de personnes ont perdu leur emploi dans la tourmente de la fin du communisme et qu'elles ont donc été heureuses quand Orbán est arrivé et a parlé de réparer les erreurs passées et de construire un Etat capable de protéger ses citoyens ». Cette idéologie de l'Etat fort s'est accompagnée d'une prise de distance vis-à-vis des partenaires européens, et d'une renationalisation d'un certain nombre d'entreprises qui avaient été vendues aux étrangers (même si l'industrie automobile allemande représente toujours la moitié environ du PIB).

« La culture hongroise est trop manichéenne »

Fort de son pouvoir absolu sur le Parlement, qu'il contrôle aux deux tiers, l'objectif d'Orbán est désormais de créer « une nouvelle élite », « une nouvelle bourgeoisie » conservatrice, formée dans les nombreuses écoles et universités, notamment catholiques, qui ont été créées dans les dernières années, note Stefano Bottoni, qui énumère une impressionnante quantité d'instituts, d'universités et de fondations qui ont

été financés par le nouveau pouvoir. Mais est-ce vraiment une mauvaise chose ?

Andras Stumpf, journaliste libéral conservateur, qui a fondé le journal en

ligne *Wallasz*, après le démantèlement de l'influent hebdomadaire du même nom à l'instigation du pouvoir, dit qu'il peut comprendre le désir de ne pas accepter en bloc le progressisme « hors de contrôle » qui vient de l'Ouest, « et qui est en bien des points ridicule, avec son obsession des identités ».

« Pour une large part, la société hongroise est conservatrice », remarque-t-il. « Je souscris d'ailleurs au fait que l'on a le droit de défendre une politique migratoire stricte et de rejeter les fameux quotas. La Hongrie est seule en droit de décider qui peut rester sur son sol. » Mais il craint l'absence grandissante de compétition et de pluralisme, et pense que c'est sur ce point que l'Europe devrait demander des comptes, au lieu de s'en tenir à ses attaques vagues « contre les valeurs ». « On peut défendre une politique conservatrice de bon sens sans être obligé de construire un Etat autoritaire, sans compétition et hors de tout contrôle pour résoudre la crise migratoire », insiste le journaliste.

Bottoni soutient que l'opposition a une large part de responsabilité dans la situation actuelle, car elle est incapable de formuler une critique vraiment pertinente. « La culture hongroise est trop manichéenne. Soit tout ce que fait Orbán est mauvais, soit tout est bon. Marre de cet extrémisme politique ! » dit-il.

Mais il ajoute que la pression du pouvoir est si grande qu'il est « indispensable de soutenir l'opposition ». « J'ai des amis qui n'osent plus mettre un message "like" sur Facebook en faveur de la grève de l'Académie des sciences, car ils ont peur d'être limogés », dit-il. « Dans les pays postcommunistes, le gagnant prend tout, hélas », conclut un diplomate occidental.

Le Fidesz écrase la concurrence

Le Fidesz de Viktor Orbán est sorti grand vainqueur des élections européennes en Hongrie. Avec 53 % des voix, les nationaux-conservateurs au pouvoir s'offrent une « victoire historique », selon les mots du Premier ministre. Le qualificatif est d'autant plus juste que le record de participation a lui aussi été pulvérisé : 43 % contre 29 % seulement lors du scru-

tin de 2014.

« Il faut du changement à Bruxelles », a tonné Viktor Orbán devant une poignée de partisans réunis sur les bords du Danube. « Nous avons reçu plusieurs mandats de la part des Hongrois (...) dont celui de travailler avec tous ceux qui veulent arrêter l'immigration », a-t-il également déclaré, en guise de main tendue au numéro deux italien Matteo Salvini et aux dirigeants polonais.